

LE POUVOIR CITOYEN CONTRE LA PAUVRETÉ

Plan stratégique d'Oxfam France 2013-2019



OXFAM

France



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Notre constat	5
Nos réponses	6

1. CE QUE NOUS VOULONS CHANGER

Objectif 1. Le droit de se faire entendre	9
Objectif 2. Promouvoir la justice entre les femmes et les hommes	10
Objectif 3. Agir pour sauver des vies, aujourd'hui et demain	10
Objectif 4. Sécurité alimentaire : la faim dans un monde d'abondance	11
Objectif 5. Partage équitable des ressources naturelles	12
Objectif 6. Renforcer le financement du développement et l'universalité des services essentiels	13

2. NOS ACTIONS ET MOYENS POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

Objectif 1. Renforcer notre réseau de citoyen-ne-s mobilisé-e-s sur l'ensemble du territoire	16
Objectif 2. Renforcer notre ancrage au Sud	18
Objectif 3. Agir ensemble : mobiliser ici et là-bas pour changer le monde	18
Objectif 4. Financer nos activités, garantir notre indépendance et assurer la pérennité de nos actions	20



INTRODUCTION

Aujourd'hui, près d'un milliard d'hommes et de femmes, sur les sept milliards d'habitants de la planète, vivent dans une situation d'extrême pauvreté qui pourrait être évitée. En une seule génération, la population mondiale passera à neuf milliards de personnes, et, si rien ne change, 90 % des êtres humains à venir risquent de naître dans la pauvreté. Eviter cette situation, c'est tout d'abord bien l'évaluer et, ensuite, y apporter des réponses ciblées et cohérentes qui permettront d'agir sur les causes structurelles de cette pauvreté. C'est ce qu'Oxfam souhaite faire, à sa mesure, avec ce nouveau plan stratégique. Celui-ci présente les grandes orientations définies conjointement par Oxfam France et par l'ensemble des autres membres de la confédération internationale Oxfam.

NOTRE CONSTAT

Bien plus qu'un simple manque de revenus, la pauvreté relève également de l'exclusion, du creusement des inégalités et des injustices. Tous ces maux sont à combattre. Inégalités d'accès aux soins, à l'éducation, à la terre, à la justice, au travail ou encore à l'information, inégalités pour faire face aux conséquences du changement climatique ou accéder à des sources abordables d'énergie, etc. Sous toutes leurs formes, elles maintiennent les démunis dans la pauvreté et l'impuissance. Malgré les progrès accomplis dans la lutte contre l'extrême pauvreté au cours des quarante dernières années, le creusement des inégalités entre pays et au sein même de chaque pays, riche ou pauvre, sont un frein à tout progrès décisif et demeurent un enjeu crucial.

De même, l'exclusion et la discrimination systématiques privent des individus de leur dignité et de leur droit de parole, exacerbant la frustration sociale et les risques de conflit. Les droits de millions d'hommes et de femmes sont ainsi niés. L'une des formes les plus graves et les plus répandues de discrimination est celle à l'égard des femmes et des filles. Les femmes représentent les deux tiers des adultes analphabètes dans le monde. Par ailleurs, trop peu nombreuses sont les femmes qui bénéficient d'un accès à la propriété et de la jouissance de ressources productives.

Si ces défis nécessitent une action forte et coordonnée de la communauté internationale, nous assistons au contraire à un recul généralisé du rôle des États et donc, au final, un recul du politique et des logiques multilatérales au profit d'une fragmentation des initiatives et d'un rôle accru du secteur privé, y compris du secteur non gouvernemental (grandes fondations, ONG...). Au cours des dernières décennies, les États ont laissé se développer, voire encouragé, une économie et une finance parallèles. Ils ont certes tenté, depuis la crise de 2008, de regagner le terrain perdu, mais il faut aller plus loin. Les États ont les moyens de mettre un terme à ces zones de non-droits qui, au Sud comme au Nord, sapent les fondements des démocraties représentatives et décuplent les inégalités. Les grandes multinationales profitent de ce recul pour établir leurs propres règles et notamment du fait que

certaines activités illégales dans un pays sont licites dans un autre. L'Union européenne se doit ainsi de fixer des lignes claires aux entreprises européennes engagées dans des activités internationales. Plus largement, ses États membres doivent lui donner les moyens de promouvoir en son sein et dans le monde les droits humains fondamentaux.

Pourtant, nous continuons d'envisager l'avenir avec optimisme. Des progrès sont possibles. Au cours des vingt dernières années, 660 millions de personnes sont sorties de la pauvreté. Les revenus réels moyens ont doublé dans les pays en développement et l'espérance de vie moyenne a augmenté de quatre ans dans le monde. Surtout, au sein des pays riches comme des pays pauvres, de plus en plus de personnes actives politiquement, organisées et responsables se mobilisent pour remettre en question les intérêts particuliers qui entretiennent les injustices et la pauvreté. Elles demandent des comptes à leurs dirigeants politiques, exigent la fin de l'impunité et défendent le respect de droits universels.

Les solutions pour réduire la pauvreté dans des situations diverses et complexes sont connues. L'investissement dans les petites exploitations agricoles, en particulier en faveur des agricultrices, peut permettre de grandes avancées dans la lutte contre la pauvreté. Suite aux nombreuses campagnes sur le changement climatique et ses conséquences, et malgré le peu d'avancées politiques internationales, la prise de conscience est réelle sur l'ensemble de la planète. Il y a aussi beaucoup à apprendre de l'expérience de la réduction à grande échelle de la pauvreté en Asie de l'Est. Le Brésil a, lui, montré que des systèmes fiscaux efficaces peuvent financer des services publics de qualité, comme la santé et l'éducation, et ainsi contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités. Différents gouvernements de pays en développement mettent en place des mécanismes de protection sociale universelle et démontrent ainsi combien il s'agit d'une mesure essentielle pour accroître l'équité.

Enfin, l'évolution des rapports de force mondiaux déplace les centres de pouvoir au profit des pays émergents où vit une majorité de la population pauvre du monde, ouvrant de

nouvelles voies pour réduire la pauvreté et les inégalités. Autre conséquence de cette évolution, des pays comme la Chine et l'Inde commencent à mener des programmes de développement dans d'autres régions du monde. Si les nouvelles formes de solidarité internationale ne résistent plus à une analyse Nord/Sud dépassée, elles ne doivent pas pour autant signifier la fin du multilatéralisme, de même qu'elles ne doivent pas exonérer les pays riches de leurs responsabilités, en particulier sur le climat.

Dans la continuité de notre précédent plan stratégique, nous voulons donc à la fois promouvoir une solidarité internationale forte et des institutions internationales légitimes, des Etats efficaces et redevables et des citoyens actifs et engagés. Là est la clé pour que de nouveaux modèles de développement soient enfin collectivement portés par la communauté internationale et pour que l'universalité des droits humains soit placée au cœur des politiques de développement.

NOS RÉPONSES

La crise actuelle montre qu'une réforme du système multilatéral est non seulement possible, mais indispensable. Pour remettre à plat le modèle économique et financier international actuel, il faut démocratiser les institutions internationales, réguler, contrôler et, surtout, mettre en place des systèmes de sanctions efficaces. Ainsi, nous pourrions construire des politiques publiques globales efficaces rendant possible le respect des droits humains fondamentaux. Ces politiques devront mettre un terme aux dynamiques actuelles dans lesquelles les pays pauvres sont bien souvent les perdants. Elles devront garantir que les populations les plus pauvres puissent faire entendre leur voix et, surtout, demander des comptes, y compris au niveau juridique.

Il est essentiel à ce titre que les citoyen-ne-s disposent des moyens de revendiquer leurs droits. Pour ce faire, nous collaborons étroitement avec des partenaires de la société civile, nous militons auprès des gouvernements nationaux et menons des campagnes à l'échelle mondiale afin que les politiques internationales ne créent ou ne perpétuent plus la pauvreté.

Dans l'ensemble des programmes, des campagnes et des opérations d'aide humanitaire menées par Oxfam, nous aidons des personnes à revendiquer et à exercer leurs droits fondamentaux à la vie et à la sécurité, à des moyens de subsistance durables et aux services essentiels, tels que la santé et l'éducation, mais aussi le droit de se faire entendre et le respect de leur identité. Ces droits se fondent explicitement sur la Déclaration universelle des droits de l'Homme des

Nations unies ainsi que sur les conventions et traités internationaux en découlant.

PROMOUVOIR LES DROITS

Oxfam souscrit à tous les pactes internationaux relatifs aux droits et à la Déclaration universelle des droits de l'Homme, et aux conventions et traités en découlant. Toute personne dispose de droits fondamentaux :

- le droit à la vie et à la sécurité ;
- le droit à des moyens de subsistance durables ;
- le droit d'être entendu ;
- le droit au respect de son identité ;
- le droit à des services sociaux de base.

La contribution de la confédération internationale Oxfam réside avant tout dans son approche intégrée : nous nous attaquons aux causes de la pauvreté à l'échelon local, national et international. Oxfam sauve des vies lors des crises humanitaires et appuie le développement des communautés, tout en reliant l'action locale à des campagnes de plaidoyer et de mobilisation en faveur de politiques et de pratiques qui sont essentielles pour promouvoir la justice et le respect des droits humains.

Ces campagnes ont vocation à interpeller l'ensemble des détenteurs de pouvoir. Les représentant-tes élu-es des citoyen-ne-s au Parlement et les gouvernements ; les administrations nationales, régionales ou multilatérales. Le pouvoir économique du secteur privé doit également être mis face à ses responsabilités (sociales, environnementales, fiscales...). Oxfam reconnaît que certaines entreprises peuvent avoir un effet positif considérable sur la réduction de la pauvreté dans le monde. Mais celles qui font passer les profits avant les personnes et la planète doivent répondre des préjudices qu'elles causent aux populations pauvres et vulnérables, ainsi qu'à l'environnement.

Dans un tel contexte, nous nous devons de tenir nos propres promesses envers nos militant-te-s et sympathisant-te-s qui portent nos campagnes, financent généreusement notre organisation et, surtout, garantissent par leur participation notre impact et notre indépendance.

Le présent plan stratégique se compose de deux parties :

- la présentation des six grands objectifs par lesquels nous travaillerons à réduire la pauvreté et à renforcer la justice et les droits humains : **ce que nous voulons changer** ;
- la description des modalités opérationnelles par lesquelles nous mettrons en œuvre ces objectifs : **nos actions et moyens pour lutter contre la pauvreté**.

NOTRE FAMILLE : LA CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE OXFAM

Oxfam, dont notre association est membre depuis 2006, est aujourd'hui une confédération internationale de 17 organisations.

MISSION

Oxfam combat les causes structurelles des injustices et de la pauvreté au niveau mondial, régional, national, local, communautaire et familial, pour promouvoir un développement fondé sur les droits humains. Nous travaillons avec des partenaires à tous les niveaux. Nous le faisons via des campagnes et des activités de plaidoyer menées directement ou en partenariat, en renforçant et autonomisant les organisations locales, en aidant les individus lorsque c'est nécessaire et en facilitant la mise en place de structures qui bénéficient directement aux personnes vivant dans la pauvreté et qui leur rendent des comptes.

Nous faisons partie d'un mouvement qui veut donner à chacune et chacun les moyens de créer un futur qui soit sûr, juste et sans pauvreté.

VISION

Oxfam aspire à un monde juste et sans pauvreté, un monde dans lequel hommes et femmes peuvent influencer les décisions qui ont une incidence sur leur vie, exercer pleinement leurs droits et assumer leurs responsabilités de citoyen-ne-s à part entière, un monde dans lequel tous les êtres humains sont considérés et traités sur un pied d'égalité.

ACTIVITÉS

Ensemble, nous agissons dans 94 pays où nous mettons en œuvre des programmes de développement à long terme, apportons une aide humanitaire dans les situations de crise, menons des campagnes et des actions de plaidoyer et sensibilisons le grand public sur les causes de la pauvreté et des injustices.

MEMBRES

En 2013, les organisations membres de la confédération Oxfam, les affiliés Oxfam, sont : Oxfam America, Oxfam Australie, Oxfam Allemagne, Oxfam Belgique, Oxfam Canada, Oxfam France, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Oxfam Inde, Oxfam Irlande, Intermon Oxfam (Espagne), Oxfam Italie, Oxfam Japon, Oxfam Mexique, Oxfam Novib (Pays-Bas), Oxfam Nouvelle-Zélande, Oxfam Québec.



■ Pays où travaillent les affiliés Oxfam



1. CE QUE NOUS VOULONS CHANGER

Objectif 1 : Le droit de se faire entendre

Chaque individu, en particulier les personnes pauvres et marginalisées, doit pouvoir contrôler son propre destin et exercer son droit à la participation politique, ses droits à la liberté d'expression, d'information et de réunion et son droit d'accès à la justice. Le renforcement de cette « citoyenneté active » constitue le fondement des convictions et de toute l'action d'Oxfam.

Des organisations de la société civile, en particulier les mouvements de jeunes et de femmes, se multiplient et se renforcent pour agir face aux inégalités sociales, à l'instabilité économique ou encore à la corruption. De plus en plus souvent, elles s'appuient sur des mobilisations et revendications

diffusées sur Internet, en particulier sur les réseaux sociaux. Pourtant, ces droits restent menacés dans de trop nombreuses régions du monde.

Cet objectif vise notamment à :

- soutenir ces organisations et mouvements sociaux dans leur rôle de fer de lance du changement social, de la lutte contre la pauvreté et les injustices ;
- accroître la transparence des gouvernements, organisations internationales et entreprises et orienter leurs politiques au bénéfice des personnes les plus démunies ;
- abroger les lois restrictives qui nient les droits civils et politiques et renforcer le pouvoir d'agir des acteurs de la société civile sur la transparence, le droit à l'information et l'accès à la justice pour tous ;
- favoriser les liens entre organisations et militant-e-s de tous les continents dans le but d'apprendre les uns des autres et de collaborer à des campagnes conjointes de mobilisation citoyenne pour s'attaquer aux grands défis mondiaux ;
- encourager les sympathisant-e-s d'Oxfam à agir en citoyen-ne-s du monde s'engageant dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités en participant à des campagnes de mobilisation, ainsi qu'en réfléchissant sur leurs choix et comportements personnels en tant que consommateurs, travailleurs, etc.

EXEMPLES D' ACTIONS D'OXFAM FRANCE

Pour relever le défi de la lutte contre les injustices et la pauvreté, les éléments structurants de l'identité et des actions d'Oxfam France sont de développer des alternatives politiques, économiques et sociales, de mettre en place des campagnes publiques et de construire des stratégies de plaidoyer et d'alliances avec d'autres acteurs de la société civile.

Pour Oxfam France, une citoyenneté active et un réel contrôle démocratique ne seront possibles, ici et ailleurs, qu'avec un Parlement renforcé, qui contrôle et évalue effectivement l'action du gouvernement, dans le cadre d'un dialogue étroit avec les citoyen-ne-s et la société civile. A titre d'exemple, en France, notre action en faveur du renforcement du contrôle parlementaire sur les exportations d'armes ou du suivi de l'aide publique au développement ont permis des avancées notoires (loi de programmation, débats, auditions...).

Dans les pays les moins développés, cela implique de dépasser le cadre des « projets de développement »

pour interpellier systématiquement les gouvernements et décideurs afin qu'ils mettent en place des politiques et pratiques de changement sur le long terme : des programmes dits « transformationnels ».

Oxfam France appuie la mise en place de campagnes publiques – depuis la mobilisation citoyenne jusqu'aux négociations avec les décideurs – dont les arguments sont nourris de nos partenariats internationaux. C'est le cas notamment en Afrique de l'Ouest, en matière de justice fiscale et d'accès aux soins. Au Maghreb, notre action porte principalement sur la participation des jeunes et des femmes aux débats sociaux et politiques, ainsi que sur la promotion de leurs droits.

Le développement de ce type d'actions sera rendu possible par notre engagement à mobiliser ici et là-bas pour changer le monde et le renforcement de notre ancrage au Sud (voir deuxième partie : « Nos actions et moyens », pages 15-22).

Objectif 2 : Promouvoir la justice entre les femmes et les hommes

La discrimination systématique à l'égard des femmes et des filles est à la fois une cause et une conséquence des inégalités générant la pauvreté. Elle peut être exacerbée par l'origine sociale, l'origine ethnique, l'âge, les convictions religieuses, entre autres facteurs. Trop souvent, les femmes, qui défendent leurs droits d'accès aux ressources naturelles, luttent contre les violences physiques et sexuelles ou encore

qui promeuvent la participation citoyenne, sont victimes d'atteintes physiques et morales.

L'objectif d'Oxfam consiste à consolider et poursuivre les progrès importants qui ont été accomplis au cours des dernières années dans le domaine des droits des femmes. Il est nécessaire de continuer à améliorer les législations et les politiques, mais il faut aussi aller plus loin. Nous visons une transformation globale et durable des comportements et des mentalités concernant les rapports de force entre les femmes et les hommes, afin de promouvoir les droits des femmes et la justice de genre.

La prise de responsabilités par les femmes et leur action collective sont, en soi, les principaux facteurs d'amélioration durable des droits des femmes. Au cours des prochaines années, il sera plus important que jamais de les soutenir dans l'élaboration de leurs propres visions et stratégies de changement et dans la mise en place des organisations et des mouvements qui permettront d'affirmer que la réalisation des droits des femmes constitue un fondement sur lequel reposent tous les objectifs de développement.

EXEMPLES D' ACTIONS D'OXFAM FRANCE

Dans le cadre de ses campagnes, Oxfam France soutient activement des associations de défense des droits des femmes dans leur combat quotidien pour leur droit à un accès effectif aux services de santé. Parce que le genre influe sur l'accès aux soins, nous nous battons contre les inégalités sociales dans le domaine de la santé et agissons pour que la stratégie de la France en matière de genre soit ambitieuse et dotée de moyens.

Des politiques de santé intégrant avec succès la dimension de genre doivent avoir pour effet de promouvoir

l'autonomisation financière et le renforcement du pouvoir des femmes dans une perspective d'égalité femmes-hommes. Pour cela, les politiques de santé doivent notamment réduire l'impact de certaines inégalités, en supprimant les barrières financières à l'accès aux services de santé. C'est pourquoi nous soutenons les politiques ciblées de gratuité en faveur des futures mères. Nous agissons aussi pour que la France et l'Union européenne soutiennent des politiques nationales de gratuité lorsqu'elles sont adoptées par les gouvernements de certains pays en développement.

Objectif 3 : Agir pour sauver des vies, aujourd'hui et demain

Le droit international humanitaire, le droit international des réfugiés et le droit international des droits humains imposent aux États et aux institutions compétentes l'obligation explicite de protéger les droits des personnes déplacées, en danger ou ayant besoin d'assistance en situation de conflit, de catastrophe ou d'insécurité. Le nombre de personnes vulnérables (notamment en milieu urbain) et de catastrophes s'accroît chaque année. Le fossé se creuse entre les besoins croissants d'aide humanitaire et de protection et, d'autre part, la capacité des gouvernements et des acteurs humanitaires internationaux, dont les ONG comme la confédération Oxfam, à répondre à ces besoins.

Face à ces besoins, Oxfam défend résolument le droit à la protection des civils, et l'importance à accorder à la réponse aux urgences humanitaires. Elle promeut une vision dans laquelle les pouvoirs publics locaux et la société civile des pays les plus susceptibles de connaître des crises ou les plus atteints, auront la capacité et la volonté d'apporter une aide de qualité, impartiale et indépendante, aux personnes dans le besoin, en s'appuyant sur le soutien de la communauté internationale et des organisations humanitaires. Dans ce cadre, Oxfam s'assigne la tâche d'améliorer considérablement l'aide et la protection qu'elle offre pour sauver des vies.

De plus en plus, Oxfam agit en amont des crises pour tenter de prévenir leur occurrence, par des actions concertées d'intervention de terrain et de plaidoyer (cf. encadré). Oxfam intervient aussi de manière préventive en développant des stratégies de résilience aux catastrophes et aux conflits de manière à diminuer la vulnérabilité des populations bénéficiaires quand elles sont confrontées à des crises provoquées par l'homme ou par la nature. Pour cela, Oxfam s'attache prioritairement à renforcer la capacité des groupes de la société civile et des communautés, notamment des femmes, à gérer les crises et les épreuves et à s'attaquer aux causes premières des conflits.

EXEMPLES D' ACTIONS D'OXFAM FRANCE

Face à l'insécurité alimentaire chronique au Sahel, où près de dix millions de personnes sont régulièrement menacées, Oxfam France intervient à double titre. D'abord, elle mobilise les financements français, de donateurs institutionnels et individuels, afin de contribuer aux réponses humanitaires apportées par la Confédération sur le terrain. Depuis décembre 2011, par exemple, Oxfam France soutient financièrement un programme d'urgence visant à réduire la vulnérabilité alimentaire dans la région de Gao, notamment en faveur des populations agropastorales et pastorales les plus pauvres. Ce programme est mis en œuvre par les équipes de terrain d'Oxfam, présentes dans la région depuis plus de 25 ans.

Parallèlement, Oxfam France soutient des actions de campagne pour lutter contre les causes structurelles de la faim dans la région (faiblesses de l'agriculture paysanne, absence de politique régionale de stockage, hausses des prix alimentaires...). Ainsi, Oxfam France soutient la mise en place de véritables politiques agricoles en Afrique de

l'Ouest. Cela se traduit par des actions de campagnes en France et au niveau international en faveur de l'agriculture familiale et d'une relance de la production locale. Cela passe, en complément, dans la région sahélienne, par un soutien aux programmes de la confédération Oxfam visant à renforcer les capacités des organisations multilatérales et des États de la région, ainsi que des organisations de la société civile partenaires.

Sur la prochaine période, Oxfam France contribuera à la mobilisation de la confédération internationale Oxfam, en réponse aux crises humanitaires de première importance. Elle le fera par des moyens multiples : information et sensibilisation du public, appel à dons auprès du public et des bailleurs français, plaidoyer pour appeler à une aide humanitaire suffisante et de qualité et pour rechercher des solutions structurelles à la crise. Notre action visera ainsi, à court terme, à accroître les moyens mis en œuvre et à renforcer la qualité de la réponse, et à moyen terme à s'attaquer aux fondements politiques de la crise pour la résoudre durablement et/ou prévenir une nouvelle crise.

Objectif 4 : Sécurité alimentaire : la faim dans un monde d'abondance

La promotion du droit à l'alimentation constitue une pierre angulaire de l'action d'Oxfam depuis des décennies. L'instabilité des prix, du climat et de l'accès à l'alimentation nuit avant tout aux personnes vivant dans la pauvreté : les prix alimentaires élevés ont provoqué des manifestations et des émeutes dans de nombreux pays en développement. Les effets du changement climatique ont déjà causé des ravages dans les communautés vulnérables de nombreuses régions du monde. Alors que le monde produit suffisamment pour nourrir l'ensemble de sa population, il est inacceptable qu'une personne sur huit, soit près de 900 millions de personnes, souffre de la faim.

Les liens manifestes entre alimentation, échanges commerciaux, accès au foncier, à l'eau et à l'énergie, conjugués à la volatilité des prix et à l'aggravation de la crise écologique, vont mettre les systèmes alimentaires à très rude épreuve au cours des dix prochaines années. L'ensemble de ces facteurs témoigne de l'importance d'aider les populations vivant dans un tel contexte d'instabilité à développer leur résilience, en renforçant leur capacité à pérenniser leurs propres moyens de subsistance. Une partie de cet effort doit porter directement sur l'alimentation. Les petites exploitations agricoles, souvent dirigées par des femmes, sont incontestablement une réussite dans de nombreux pays.

Oxfam continuera à renforcer les plus petits producteurs, y compris via la promotion de pratiques agro-écologiques. Oxfam agira également sur le cadre politique international et les politiques publiques (réglementation des marchés agricoles, qualité et ciblage de l'aide publique au développement, etc.). Nous agirons aussi envers les entreprises du secteur alimentaire pour qu'elles adoptent des comportements responsables, tout en participant à la définition des règles et de normes qui encadrent leurs pratiques. En complément, nous continuerons à promouvoir le commerce équitable.

EXEMPLES D'ACTIONS D'OXFAM FRANCE

La question des prix alimentaires est centrale pour comprendre les enjeux de la faim dans le monde aujourd'hui. Une priorité d'Oxfam France, qui a lancé de nombreuses campagnes ces dernières années sur le sujet, est donc de lutter contre les causes structurelles de la hausse des prix alimentaires, et de leur forte volatilité. Ces causes sont multiples : changement climatique, abandon des politiques de stockage, politiques de soutien aux agrocarburants, spéculation massive sur les marchés agricoles.

Pour Oxfam France, la collaboration entre les membres européens d'Oxfam sur ces sujets est particulièrement essentielle :

- la France joue un rôle moteur en Europe sur la question de la promotion des agrocarburants : le rôle d'Oxfam France est essentiel pour faire évoluer la position de la France au niveau européen ;

- la lutte contre la spéculation excessive sur les marchés agricoles n'a de sens que si elle est menée à un niveau global. Une décision en ce sens au niveau européen pourra permettre d'encadrer efficacement les activités spéculatives sur les marchés dérivés de matières premières agricoles ;
- la France accueillera la Conférence Climat en 2015 qui devra établir un accord international sur les changements climatiques. Celui-ci devrait inclure trois éléments clés : le financement de la lutte contre le changement climatique, notamment celle de l'adaptation des pays en développement ; la réduction des émissions ; et la mise en place de technologies vertes.

Objectif 5 : Partage équitable des ressources naturelles

La concurrence croissante pour l'accès aux ressources naturelles et pour leur contrôle pèse sur les moyens de subsistance des petits producteurs, des ouvriers agricoles, des peuples autochtones et des populations urbaines

pauvres. Les petits producteurs et les agriculteurs vivriers les plus fragiles ne peuvent faire face aux puissants intérêts de grandes entreprises ou d'États qui cherchent à contrôler leurs terres et leurs ressources.

Une telle pression sur les ressources naturelles exacerbe les inégalités. L'action d'Oxfam cible en particulier la capacité des femmes et des hommes pauvres et marginalisés à faire valoir et protéger leurs droits légitimes à la terre, à l'eau et aux autres ressources naturelles. Les politiques publiques et les régimes fonciers doivent contribuer à prévenir les acquisitions de terres à des fins spéculatives (produits alimentaires d'exportation, agrocarburants, crédits carbone) ; ils doivent également permettre aux populations locales de pérenniser leur propre approvisionnement alimentaire et leur revenu. Oxfam aide par ailleurs les travailleurs, les coopératives et les entrepreneurs urbains à conjuguer leur énergie, par exemple dans le cadre du mouvement du commerce équitable, et à améliorer leurs moyens de subsistance.

EXEMPLES D' ACTIONS D'OXFAM FRANCE

Avec ses partenaires nationaux et internationaux, Oxfam France fait campagne depuis 2008 sur les accaparements de terres, qui prennent une ampleur phénoménale : entre 2001 et 2011, plus de 200 millions d'hectares auraient été accaparés, soit quatre fois la superficie de la France métropolitaine. Dans la majorité des cas, les terres accaparées sont soit mises en culture pour la production d'agrocarburants, soit pour la production de denrées alimentaires d'exportation. Dans les deux cas, le modèle de production mis en place est un modèle de type industriel et intensif, et se fait au détriment d'une agriculture paysanne et vivrière.

Oxfam France milite, auprès des décideurs européens et internationaux, pour que les activités du secteur privé, notamment les activités des entreprises productrices d'agrocarburants et les pratiques de l'agrobusiness, soient fortement encadrées.

Dans les pays concernés par ces accaparements de terres, Oxfam France, en lien avec les autres affiliés Oxfam, soutient des campagnes locales, comme celle du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest. Cette campagne vise à faire reconnaître les droits des familles paysannes, notamment leurs droits

fonciers, y compris les droits d'usage collectifs et coutumiers. Ce travail vient compléter directement les actions engagées en faveur du droit à l'alimentation. Celles-ci ont pour objet de susciter un changement de logique radical du système alimentaire mondial au profit de l'agriculture paysanne et de pratiques compatibles avec les impératifs écologiques.

Oxfam France fait également campagne pour dénoncer la situation de très nombreux pays riches en minéraux et en hydrocarbures où un petit nombre de sociétés privées ou d'individus profitent de l'exploitation de ces ressources, tandis que les recettes publiques sont faibles ou mal utilisées et que les populations locales restent pauvres. Pourtant, cette « malédiction » des ressources naturelles n'est pas inévitable et il est possible de mieux canaliser les retombées financières de ces activités extractives et d'augmenter les dépenses dans les secteurs des soins de santé de base et de l'éducation par exemple. Pour Oxfam France, les entreprises comme les États ont ici des obligations essentielles : celle d'agir dans la transparence et celle de rendre compte de leurs activités et de leurs ressources. Des progrès peuvent être obtenus par une mobilisation conjointe avec nos partenaires au Sud et au Nord.

Objectif 6 : Renforcer le financement du développement et l'universalité des services essentiels

Dans un contexte mondial d'austérité financière et de réduction des flux de solidarité, nationale ou internationale, il est essentiel de mobiliser des sources nouvelles de financement en faveur de la lutte contre la pauvreté et pour le développement. Face aux grands défis mondiaux, notamment climatiques, et aux objectifs d'éradication de la pauvreté, Oxfam adopte une approche exhaustive du financement du développement : justice fiscale, mobilisation des ressources nationales, aide publique au développement ou encore financements innovants.

La fiscalité, en particulier, qui est au cœur du contrat social entre l'État et ses citoyen-ne-s, doit garantir l'accès universel aux services essentiels tels que la santé, l'éducation,

l'eau potable, l'assainissement... Les difficultés d'accès à ces services et leur mauvaise qualité ont de graves conséquences, surtout pour les filles et les femmes. Les systèmes de taxation, y compris au niveau international, doivent être l'outil privilégié pour lutter contre les inégalités en fournissant indirectement des ressources aux personnes les plus démunies, et ainsi mieux satisfaire leurs besoins fondamentaux et accroître leur capacité d'influence. La réduction des inégalités dans l'accès et la qualité des services publics pourra ainsi avoir pour retombée d'améliorer le tissu social et démocratique des pays.

Même si un pays est riche en termes de revenus intérieurs, de ressources naturelles, d'aide au développement ou d'investissements directs étrangers, trop souvent ces ressources ne permettent pas de réduire la pauvreté. Pour Oxfam, il faut agir sur les causes de cette inefficacité : le manque de volonté politique et la corruption ; l'opacité des contrats d'investissements étrangers ; les intérêts propres des bailleurs de fonds ; le manque de poids des communautés et de la société civile locales pour exiger la transparence quant à l'utilisation des ressources publiques. Oxfam croit au rôle essentiel de la société civile pour influencer les politiques économiques et fiscales afin de remédier au « clientélisme » politique et aux systèmes fiscaux injustes.

EXEMPLES D' ACTIONS D'OXFAM FRANCE

Ces dernières années, Oxfam France a initié des campagnes pour dénoncer les paradis fiscaux et judiciaires, ainsi que les pratiques corollaires de contournement de l'impôt, et d'argent sale issu de la corruption et de trafics en tous genres. L'évasion fiscale coûterait chaque année près de 1 000 milliards d'euros à l'Union européenne. Trop souvent oubliés des débats, les pays en développement sont les premières victimes des paradis fiscaux et judiciaires : les fuites de capitaux illicites leur coûtent au moins 859 milliards de dollars par an. Dans 80% des cas, il s'agit de manipulations de la part de groupes multinationaux, les 20% restant recouvrant la corruption et le crime organisé. Plus inquiétant encore, alors que ces fuites de capitaux illicites en augmentation amoindrissent les recettes fiscales des pays du Sud, l'aide publique au développement régresse.

Oxfam France fait campagne pour réformer en profondeur un système fiscal international injuste et inadapté aux réalités de la mondialisation en veillant à inclure les pays en développement, trop souvent exclus de la table des

négociations. En parallèle, Oxfam France continuera de soutenir les campagnes en faveur des financements innovants, comme la taxe sur les transactions financières ou la taxation des routes maritimes ou/et de l'aviation pour financer la lutte contre la pauvreté, en particulier en faveur des services essentiels.

L'abandon des personnes fragiles ou non solvables, les inégalités croissantes d'accès aux services de base (éducation, santé, eau, énergie...) sont des atteintes aux droits humains. Oxfam France continuera d'agir pour un accès universel à ces services.

Oxfam France prône également une approche dans laquelle l'État, et les collectivités locales et leur relation aux citoyen-ne-s sont primordiales. Les politiques de développement internationales doivent appuyer des politiques définies localement. Ce sont bien des financements publics qui permettront avant tout d'atteindre ces objectifs : des financements via le renforcement de systèmes fiscaux progressifs, la lutte contre l'évasion fiscale et l'aide publique au développement.



2. NOS ACTIONS ET MOYENS POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

Objectif 1 : Renforcer notre réseau de citoyen-ne-s mobilisé-e-s sur l'ensemble du territoire

Oxfam France est une communauté d'action dont les membres participent toutes et tous à la réalisation de nos missions. En 2013, notre réseau est fort de 70 000 citoyen-ne-s engagé-e-s avec Oxfam France via l'adhésion, le bénévolat, le don, la participation à nos campagnes, l'abonnement à nos réseaux sociaux ou à nos newsletters, etc. Sur la prochaine période, notre objectif est de doubler la taille de ce réseau, en l'étendant notablement et en le structurant.

Cette mobilisation citoyenne, outre qu'elle renforce les forces vives de notre association et accroît nos moyens d'actions, est en effet au cœur de nos missions sociales. Notre combat contre la pauvreté et les inégalités s'appuie sur des citoyen-ne-s informé-e-s et convaincu-e-s que le changement pour plus de justice sociale se fera avec et grâce à elles-eux. Plus nous serons nombreux et plus nous pèserons dans le débat public.

Sur la prochaine période, nous nous attacherons à promouvoir la citoyenneté active, à la fois par la consolidation de notre réseau actuel et par la mobilisation massive et durable de nouvelles personnes à nos côtés. Nous renforcerons notre réseau citoyen de plusieurs façons :

- par la dynamisation de notre vie associative et par une politique d'adhésion ambitieuse ;
- par la vitalité et l'augmentation de nos groupes locaux ;
- par une reconnaissance accrue de nos bénévoles ;
- par l'approche et la sensibilisation de nouveaux publics aux enjeux de la lutte contre la pauvreté.

Renforcer les adhésions et la vie associative

Oxfam France compte aujourd'hui 740 adhérent-e-s qui solidifient notre assise associative par leur engagement formel à nos côtés. Tripler cette assise pour atteindre au moins 2 300 adhérent-e-s est un des objectifs que nous nous fixons au cours de ce plan. Il s'agira pour cela de déployer une

communication adaptée qui resituera les enjeux de l'adhésion en termes de rapports de force institutionnels, politiques et associatifs afin d'inciter de nombreux sympathisant-e-s à adhérer à Oxfam France.

Etre adhérent-e, c'est « donner sa voix » à une association, renforcer sa base citoyenne et sa légitimité – composante clé pour une association citoyenne axée sur le plaidoyer et mobilisation comme la nôtre. Etre adhérent-e, c'est aussi être partie prenante de la vie associative et participer à la désignation des instances d'Oxfam France que sont l'Assemblée générale et le conseil d'administration. C'est aussi, dans le respect des modalités statutaires, pouvoir être soi-même mandataire de l'Assemblée générale ou administrateur. Le renouvellement régulier de nos instances, défini statutairement, est un gage de dynamisme dans la vie d'Oxfam France.

Alors que nous sortons d'une phase transitoire de mise en œuvre de nos nouveaux statuts, adoptés en 2010, nous nous attacherons sur la période qui s'ouvre à favoriser le renouvellement et la montée en compétences de nos instances associatives, Assemblée générale et conseil d'administration. Nous développerons également des outils pour mieux rendre compte du fonctionnement et des décisions de ces instances (y compris concernant le réseau des magasins et le fonds de dotation Oxfam France).

Consolider notre réseau de Groupes locaux

Oxfam France compte en 2013 un réseau d'une vingtaine de groupes locaux, présents à travers la France. Dans ces groupes, des femmes et d'hommes, qui partagent nos valeurs et notre vision, font vivre nos messages et nos actions au niveau local et parviennent à toucher des publics souvent moins familiers des enjeux de solidarité internationale. En lien avec l'équipe salariée, ils relaient les campagnes et les positionnements d'Oxfam France, animent des événements de mobilisation citoyenne, tissent des partenariats et interpellent les décideurs locaux, multipliant ainsi notre impact dans la sphère publique. Ces groupes sont également représentés dans la structure associative d'Oxfam France, à travers son Assemblée générale.

En organisant des activités de sensibilisation traditionnelles ou plus innovantes (happenings), en donnant chair à nos messages avec leurs actes et leurs mots de citoyen-ne-s engagé-e-s, en engageant le dialogue avec d'autres citoyen-ne-s, ils donnent un écho local et national à nos activités de plaidoyer et de mobilisation.

Au cours des dernières années, nos groupes locaux ont renforcé leur capacité d'initiative, diversifié leurs activités (relations médias, collecte, etc.), et structuré leur travail en réseau. Pour cette nouvelle période, nous renforcerons les

groupes locaux existants, et en créons de nouveaux, afin de proposer un point de ralliement à nos adhérent-e-s et sympathisant-e-s et de renforcer l'ancrage territorial de l'association. L'articulation entre structuration de groupes locaux et ouverture de magasins est l'une des opportunités qui s'offre à nous pour développer ce réseau (cf. encadré).

Développer et structurer le bénévolat

Le réseau des bénévoles d'Oxfam France s'est fortement étoffé ces dernières années, tant directement au sein de notre association, que dans notre réseau de magasins. Des formes d'actions nouvelles – telles que le Trailwalker et les magasins – ont permis d'élargir et de diversifier le cercle de nos bénévoles réguliers ou ponctuels. Ceux-ci constituent désormais une composante essentielle de notre association.

L'enjeu, désormais, est de mieux structurer et d'appuyer cette force bénévole. Nous prévoyons durant la durée de ce plan :

- une structuration accrue des missions bénévoles de l'association, dans la lignée du travail accompli ces dernières années au sein des magasins Oxfam ;
- un élargissement des possibilités d'engagement des bénévoles ;
- des outils pour faciliter le travail des bénévoles et leur intégration ;
- un renforcement de la place et du rôle des bénévoles dans la vie associative.

Toucher de nouveaux publics

Nous cherchons à toucher de nouveaux publics, moins familiers des questions de solidarité au Sud, en développant notre communication générale sur les causes et les conséquences des injustices et de la pauvreté au Sud. Nous utiliserons pour cela une diversité d'outils : site web, médias grand public, collecte de rue, etc.

Nous élargirons également notre réseau grâce à un renforcement des liens entre l'association et la communauté croissante des fidèles et bénévoles de nos magasins, ainsi qu'avec les personnes qui ont découvert Oxfam par d'autres chemins, comme celui de notre événement annuel de mobilisation et de collecte : le Trailwalker Oxfam.

Avec pour but de construire ensemble une citoyenneté active et responsable au quotidien, nous continuerons à proposer des outils et des modes d'action et d'engagement adaptés aux attentes, aux intérêts, aux disponibilités et aux envies de chacun. Nous offrirons un éventail d'actions allant de l'action simple et accessible à tous à l'engagement dans la durée, en passant par diverses formes de contributions financières. Nous veillerons également à proposer un parcours d'engagement pour que chacun-e puisse évoluer dans ses modalités d'implication et, le cas échéant, renforcer son engagement auprès de notre association.

LE RÉSEAU DES MAGASINS OXFAM

Depuis l'ouverture au printemps 2007 de notre bouquinerie de Lille, puis de deux autres bouquineries à Paris, d'une friperie à Lille et d'un magasin de livres, CD & DVD, vêtements et bric-à-brac de seconde main à Strasbourg, les magasins Oxfam se sont installés dans le paysage français, au point de constituer aujourd'hui l'embryon d'un réseau national composé d'une diversité de boutiques de seconde main soit spécialisées (bouquinerie, friperie), soit offrant une diversité de produits d'occasion.

Les missions des magasins sont de :

- contribuer significativement à la constitution d'une source de revenus pérenne pour l'association (voir Objectif 4 ci-après) ;
- renforcer l'ancrage territorial de l'association et notre ouverture à des publics nouveaux ;
- relayer nos actions de campagne, le travail des groupes locaux et l'ensemble des projets de l'association ;

- promouvoir un mode de consommation responsable, conforme aux missions sociales de l'association, en proposant une offre de produits à prix réduits, par leur fonctionnement comme magasins solidaires, alimentés par des dons.

Les magasins Oxfam, dont le succès repose sur la participation active de dizaines de bénévoles, font aujourd'hui partie intégrante du projet associatif d'Oxfam France. Lieux d'échanges dédiés à la solidarité internationale, ce sont aussi des lieux d'activités culturelles, de lecture ou d'exposition. Ils contribuent à intégrer Oxfam France dans des dynamiques locales multiples.

A partir du bilan des cinq premières années, nous développerons les magasins dans la durée. Sur la période du plan stratégique, ce développement sera poursuivi afin de constituer un flux de ressources pérennes pour l'association à moyen terme ainsi qu'une base territoriale ouverte au grand public, suivant un modèle qui a fait ses preuves dans d'autres pays.

Objectif 2 : Renforcer notre ancrage au Sud

Notre association est née en 1988 dans l'objectif de lutter contre les injustices et la pauvreté dans le monde, en agissant, à long terme, sur leurs causes structurelles. Fondée sous le nom « Agir ici pour un monde solidaire », elle s'est longtemps exclusivement consacrée à agir ici, en mobilisant des citoyens et en interpellant les décideurs près de chez nous pour améliorer les conditions de vie des personnes loin de chez nous. Depuis le début, une question interroge nos actions : comment nos activités de plaidoyer et de mobilisation, en France et en Europe, sont-elles ancrées dans les besoins des populations et organisations de la société civile des pays du Sud ? Comment s'articulent-elles à leurs demandes et à leurs mobilisations ?

En 2006, notre association devient membre de la confédération Oxfam. Celle-ci constitue aujourd'hui un réseau de 17 ONG qui mènent un large éventail d'actions : réponses aux crises humanitaires (notamment sur les aspects eau et assainissement), programmes de développement (pensés avec et selon les besoins des partenaires locaux) et campagnes de mobilisation et de plaidoyer. Ces actions sont conçues comme un continuum, permettant d'agir à court terme auprès des plus démunis ; de renforcer progressivement leur accès à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, etc. ; de leur permettre de revendiquer leurs droits et de leur ouvrir un espace politique et de faire évoluer à long terme le cadre politique des relations Nord-Sud.

Riche de son expérience de plusieurs décennies et de sa présence dans plus de 90 pays, la confédération internationale Oxfam est à même de bien comprendre la nature, les causes structurelles et les effets de la pauvreté et des inégalités. C'est pourquoi elle est aujourd'hui une des organisations de solidarité internationale les plus reconnues pour la qualité et les résultats de ses campagnes de mobilisation citoyenne et de son plaidoyer. Cette richesse d'expériences et d'analyses de terrain nourrit également les travaux d'Oxfam France depuis son affiliation à la confédération.

En 2010, Oxfam France a fait le choix de développer plus fortement son enracinement dans les réalités des pays du Sud en renforçant ses partenariats avec des organisations de ces pays. Cette évolution est concomitante d'une nouvelle étape de la confédération qui s'attache à mieux coordonner les actions de l'ensemble de ses membres dans chacun des pays où ils sont présents, et de mieux articuler les actions de type humanitaire, développement, plaidoyer et campagnes, afin de renforcer l'impact de son combat contre la pauvreté dans ces pays.

Au cours des deux dernières années, Oxfam France a ainsi renforcé son implication dans des actions et des partenariats dans les pays du Sud. A titre d'exemples, Oxfam France a :

- appuyé des organisations de la société civile des pays du Maghreb et du Proche et Moyen-Orient dans la mobilisation pour le traité sur le commerce des armes ;
- obtenu des financements du ministère des Affaires étrangères pour un programme visant à améliorer la sécurité alimentaire de plus de 20 000 personnes dans le sud de la Somalie ;
- diffusé son analyse sur les causes du conflit au Mali et la nécessité d'une réponse humanitaire et durable à la crise.

Oxfam France a fait le choix de s'impliquer dans les instances collectives d'orientation et de mise en œuvre des programmes d'Oxfam dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord et ceux du Moyen-Orient. Sur la période de ce plan, elle renforcera encore sa participation à ces instances, et ses activités de construction d'alliances, d'organisation de campagnes de plaidoyer conjoints et sa contribution aux programmes d'urgence et de développement dans ces deux régions.

Objectif 3 : Agir ensemble : mobiliser ici et là-bas pour changer le monde

Depuis sa création, Agir ici devenue Oxfam France a choisi la voie de l'engagement citoyen pour bâtir un monde plus juste, où les droits humains fondamentaux sont respectés. Au fil des ans, nous avons fait campagne, élaboré des propositions concrètes en faveur d'un monde plus juste et solidaire et

interpellé des décideurs, grâce à l'appui d'un réseau de militants unis autour de cette vision du monde.

Depuis que notre organisation a rejoint Oxfam, cette histoire militante – au cœur de notre vie associative – nourrit notre contribution à la confédération et nos projets communs au niveau international. Pour Oxfam France, comme pour les autres affiliés Oxfam, ce sont les relations entre des citoyens actifs et les États qui doivent leur rendre des comptes qui sont le moteur du développement humain et le fondement du changement social.

Pour Oxfam, le développement est une question de relations de pouvoir et de redistribution progressive des richesses au profit des pauvres. Les fondements mêmes de la société, de la politique et de l'économie doivent être revisités sous l'angle d'une « analyse des rapports de force » pour comprendre la répartition actuelle du pouvoir et les conséquences de cette répartition sur le plan de la lutte pour le changement social : quels sont les leviers et les freins du changement ? Quelles institutions, officielles (ex : ministères) ou non officielles (ex : us et coutumes), sont en jeu ? Quelles coalitions et alliances sont nécessaires pour progresser vers nos objectifs ?

Dans les années qui viennent, Oxfam entend renforcer son rôle de rassembleur et de catalyseur des citoyen-ne-s et des organisations de la société afin de faciliter une transformation sociale, dont la vision et les principes de justice, d'équité, et de défense des droits supposent une adhésion dans tous les pays du monde. Notre vision du changement implique de

renforcer le pouvoir d'agir des individus, des groupes, des communautés – notamment des femmes et des jeunes filles – afin qu'ils-elles sortent de l'impuissance, de la résignation et de l'exclusion. Accompagner leur prise de pouvoir, de manière équitable et irréversible, c'est faire en sorte qu'ils-elles acquièrent espoir, assurance, capacité et légitimité pour se faire entendre, pour exercer leurs droits et pour exiger des changements structurels politiques, économiques, sociaux, au niveau local, national ou international. Ceci est, pour Oxfam, la voie vers une sortie effective de la pauvreté.

Le défi est énorme car les logiques de pouvoir génératrices de pauvreté creusent les écarts partout dans le monde, y compris en Europe. C'est pourquoi la volonté d'Oxfam d'agir pour la construction d'un monde sans pauvreté doit croiser celles d'autres organisations et mouvements animés d'une même volonté. C'est aussi pourquoi il est primordial, qu'avec Oxfam, chacun-e, où qu'il-elle soit, conscient-e de son pouvoir de citoyen-ne, de sa capacité d'interpellation et animé-e par son désir de justice et d'équité fasse la différence par son engagement dans ce défi planétaire pour un monde plus juste.

Sur la période du plan stratégique, Oxfam France renforcera encore son action d'information et de mobilisation des citoyen-ne-s et résident-e-s français-e-s, en poursuivant ses campagnes grand public, ses actions de mobilisation au niveau local, national et européen, et son travail d'information sur les causes et les effets de la pauvreté et des inégalités (cf. encadré). Plus qu'avant, elle le fera en lien avec d'autres organisations partenaires, en Europe et dans les pays du Sud.

RENFORCER NOS MESSAGES GÉNÉRAUX D'INFORMATION ET ACCROÎTRE NOTRE NOTORIÉTÉ

Oxfam France est aujourd'hui reconnue par les décideurs, par ses partenaires et par les grands médias nationaux comme une association ayant une grande légitimité et une expertise unique en matière de lutte contre la pauvreté. C'est notamment le fruit de notre réactivité et de la qualité de notre travail media, Internet et plaidoyer, et de la qualité de nos rapports et études.

Pendant la période à venir, nous veillerons à maintenir la qualité de notre travail et notre réputation. Nous mettrons également plus en avant les initiatives de nos partenaires au Sud et la diversité des actions menées par l'ensemble des affiliés Oxfam au niveau international, en particulier dans les pays pauvres.

Cela nous permettra de toucher un public plus large, et, ainsi, de renforcer notre impact et de recruter militants et donateurs. Pour atteindre cet objectif, nous utiliserons les médias traditionnels, les médias et sites Internet, les réseaux sociaux, ainsi que le soutien de personnalités engagées sensibles à nos causes.

Nous nous appuierons également sur le pouvoir démultiplicateur de notre réseau : le cercle des militant-e-s et donateurs qui participent et soutiennent nos campagnes, mais aussi celles et ceux qui ont découvert Oxfam par le Trailwalker ou en tant que bénévoles et client-e-s de nos magasins.

Objectif 4 : Financer nos activités, garantir notre indépendance et assurer la pérennité de nos actions

La confiance et la fidélité de nos donateurs et partenaires sont indispensables à la mise en œuvre des objectifs inscrits dans ce plan stratégique : la solidité financière de l'association, le développement de ses ressources, et la poursuite de leur diversification sont cruciaux pour la réalisation de notre mission et pour notre indépendance. En plus du soutien financier, ces relations construites dans la durée nourrissent notre action par des échanges, des conseils, des avis partagés et des projets à long terme. Dans ces conditions, l'objectif principal sur la durée du plan est d'investir dans le développement, à moyen terme, de nos ressources financières, et notamment de :

- opter pour un investissement prioritaire dans la collecte de fonds afin de recevoir des dons issus de citoyen-ne-s (dons manuels, legs, donations), qui sont la garantie de notre liberté de parole et d'action ;
- poursuivre le travail, engagé depuis 2010, de diversification des sources de financements de l'association : financements de fondations et des pouvoirs publics, en France et à l'étranger (fonds européens, etc.)
- accroître les financements de nos activités de campagne dans les pays du Sud et notre contribution au financement des actions d'Oxfam en matière de programmes de développement ou de réponses à des urgences humanitaires.

Parallèlement, une attention particulière sera portée sur la durée du plan à l'accroissement des réserves, afin d'inscrire les actions d'Oxfam France dans un cadre pérenne et d'assurer notre sécurité financière. Cet effort de prudence est indispensable à la bonne santé financière de l'association aujourd'hui et demain. Il en va de même de l'attention que nous continuerons de porter à la maîtrise de nos coûts de fonctionnement ainsi que de manière plus générale à la bonne gestion de l'association. Alors que nos activités se diversifient

et notre budget continue de croître, notre vigilance en la matière contribuera à la qualité de mise en œuvre de nos missions sociales.

Convaincre un large public de nous soutenir financièrement

L'investissement dans la collecte de fonds privés sera crucial pour le maintien et le développement de nos activités. Oxfam France poursuivra un triple objectif :

- conserver une part prépondérante de nos ressources issues de la générosité du public, afin de garantir notre indépendance, la légitimité du soutien apporté par les citoyens et la pérennité de nos actions ;
- proposer à nos donateurs des moyens d'action complémentaires au don, via la participation à nos campagnes ou des missions de bénévolat ;
- convaincre nos sympathisant-e-s et militant-e-s de la nécessité de soutenir aussi, dans la mesure de leurs moyens, nos actions par un don.

Nous veillerons à diversifier les canaux de collecte pour proposer des moyens innovants et originaux de soutenir nos actions via :

- la collecte de rue qui permet de recruter des donateurs dans la durée et aide à mieux faire connaître l'association auprès d'un public peu familier des questions de solidarité internationale ;
- les événementiels de collecte, comme le Trailwalker, qui permettent de toucher un public plus jeune et de renforcer les ressources en alliant collecte et défi individuel que le collecteur promeut auprès de son entourage ;
- des opérations de collecte novatrices sur le web qui permettent de démultiplier l'impact de nos actions de sensibilisation ou renforcent la notoriété de l'association ;
- la sensibilisation d'ambassadeurs convaincus du bien-fondé de nos missions et de nos résultats qui relaieraient nos missions autour d'eux.

Le 16 mai 2013, le conseil d'administration d'Oxfam France a validé la création du Fonds de dotation Oxfam France. Son objet est de favoriser, soutenir et développer les activités d'intérêt général mises en œuvre par l'association Oxfam France et par toute autre association agissant dans des buts similaires. Les ressources de ce fonds seront notamment constituées des legs, donations ou contrats d'assurance-vie qui peuvent être consentis par des particuliers souhaitant soutenir financièrement nos

activités par cette voie et qui ne peuvent aujourd'hui le faire car l'association Oxfam France n'a pas la capacité juridique pour recevoir ce type de libéralités. Cette décision participe de la nécessité de diversifier nos ressources pour en garantir la pérennité. L'enjeu, sur la prochaine période, sera de développer la collecte de legs et donations, et de mettre en place le Fonds de dotation, en instaurant ses modalités de fonctionnement, développant ses activités et assurant son articulation étroite avec l'association.

Développer des partenariats et financements nouveaux

Depuis 2010, Oxfam France a engagé la diversification de ses sources de financements, afin de bénéficier de ressources complémentaires, tout en conservant son indépendance et sa liberté de ton. Nous sommes en effet convaincus que la garantie de notre indépendance et de notre pérennité financière est de disposer d'une base solide de donateurs individuels, couplée à un éventail diversifié de financeurs institutionnels (encadrés par des ratios prudentiels, pour garantir notre indépendance à l'égard d'un financeur principal).

Nous avons développé les financements auprès de fondations privées et d'autorités publiques (gouvernements étrangers, fonds européens, etc.). Dans le cadre du Trailwalker, des collectivités locales et des entreprises ont contribué aux coûts liés à l'organisation et à la logistique ou soutenu l'engagement de leurs salariés pour Oxfam à cette occasion.

La signature et la mise en œuvre de partenariats spécifiques - dits de mécénat de compétence (ou pro-bono) - permettent également à Oxfam France de bénéficier à titre gratuit de contributions en nature de professionnels ou d'entreprises. Ces contributions expertes nous permettent de renforcer nos compétences ou d'accroître nos moyens d'action.

Sur la période du prochain plan stratégique, ces nouveaux partenariats financiers et pro-bono, dont le bilan a été très positif ces dernières années, seront poursuivis et étoffés.

Développer des financements Sud

Depuis 2010, Oxfam France a décidé de renforcer son ancrage au Sud, en s'articulant mieux avec les besoins et mobilisations des populations et organisations de ces pays. Cela nous permet d'améliorer la pertinence et l'impact de notre action, d'agir de manière plus intégrée sur différentes formes de réponses à la pauvreté (campagnes, développement, humanitaire) et de poursuivre notre intégration à la confédération internationale Oxfam (cf. Objectif 2 « Renforcer notre ancrage au Sud »).

En matière de financements, nous avons donc entrepris de collecter des financements en France au bénéfice de programmes au Sud. Dans les années qui viennent, nous renforcerons nos demandes de financements auprès de bailleurs institutionnels susceptibles de soutenir nos programmes au Sud ou la réponse d'Oxfam aux urgences humanitaires. Nous allons également collecter des dons auprès des citoyens, pour soutenir des activités de campagnes (renforcement de capacités, plaidoyer ou mobilisation conjoints, etc.), et, dans certains cas, pour renforcer la réponse d'Oxfam aux crises humanitaires.

Cette nouvelle activité amène Oxfam France à participer plus activement aux instances de coordination inter-affiliés qui conçoivent et mettent en œuvre, en lien avec nos partenaires au Sud, les programmes de terrain d'Oxfam. Cela nous permet de mieux contribuer au choix, à la conception, à la réalisation et au suivi de ces programmes, et de renforcer l'articulation entre, court et long terme, actions de terrain et actions structurelles.

Diversifier et renforcer nos alliances ici et là-bas

Nous sommes convaincus que pour peser dans le débat public et dans les processus de décision, des alliances et des partenariats forts sont indispensables. Nous tissons ces alliances aux différents niveaux de notre action, localement, en France, en Europe et dans le monde.

Au cours des prochaines années, nous prévoyons de :

• Poursuivre la diversification de nos partenariats en France

Au niveau national, Oxfam France est un membre actif de Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Nous sommes également impliqués dans plusieurs collectifs actifs sur nos thématiques : CRID, Plateforme Paradis fiscaux et Judiciaires, Publiez ce que vous payez. Au cours des dernières années, nous avons renforcé nos liens avec des collectifs et organisations environnementales - nous avons ainsi rejoint le Réseau Action Climat - et noué des contacts avec des organisations humanitaires (Commission humanitaire de Coordination SUD, Crisis Action).

Dans les années à venir, nous poursuivrons nos engagements stratégiques au sein de ces alliances et continuerons d'étendre nos collaborations avec d'autres partenaires au-delà du secteur de la solidarité internationale. Nous développerons notamment nos liens avec des organisations proches de nos thématiques, et qui nous permettent de toucher un public plus large autour des enjeux de solidarité internationale : syndicats, associations de jeunesse, associations de consommateurs, organisations actives sur les problématiques de pauvreté et d'exclusion en France, etc.

Être un acteur de changement, c'est aussi dialoguer, échanger, partager, défier. Oxfam France continuera donc de participer à de nouvelles formes d'engagement et de dialogue avec les pouvoirs publics (au niveau national et avec les collectivités locales), les institutions de développement, les universités, les instituts de recherche, mais aussi les entreprises ou d'autres institutions qui peuvent, en modifiant leurs pratiques, être des acteurs de changement.

• Nous appuyer fortement sur un travail concerté au niveau européen

Nous développerons la dimension européenne de notre action de plaidoyer et de mobilisation, tant avec les autres affiliés européens qu'avec d'autres partenaires. Selon les thématiques et le calendrier, nous renforcerons donc de manière ciblée notre implication dans les campagnes et coalitions européennes. C'est par exemple le cas de notre implication

forte au sein du réseau européen Eurodad (Réseau européen dette et développement, regroupant 48 ONG de 19 pays européens) La programmation et la mise en œuvre concertée de campagnes avec le bureau européen d'Oxfam à Bruxelles et l'ensemble des affiliés européens Oxfam est également essentiel pour le développement de campagnes européennes qui sont un enjeu clé des prochaines années (cf. encadré de l'Objectif 4 « Sécurité alimentaire »).

• Renforcer nos liens avec les organisations du Sud et leur capacité de mobilisation

Oxfam France priorisera également sa participation aux activités d'Oxfam et de ses partenaires en Afrique de l'Ouest, au Maghreb et au Moyen-Orient. Nous veillerons à travailler avec des partenaires divers, en termes de taille, de thématiques, de types d'organisations (syndicats, mouvements sociaux, organisations de défense des droits, etc.). Nous concevrons et développerons avec ces organisations des activités de plaidoyer et de mobilisation citoyenne conjointes. Nous enrichirons également nos analyses et nos positionnements grâce à leurs travaux et à leur connaissance des réalités de terrain. Nous appuierons également la participation des partenaires de ces régions aux Forums sociaux mondiaux ou régionaux, afin de contribuer à la mise en mouvement d'un réseau de citoyens actifs, au Nord comme au Sud.

Directrice de la publication : Véronique Rioufol
Coordination de la rédaction : Luc Lamprière et Sébastien Fourmy
Rédaction : Bernard Faure, Sébastien Fourmy, Luc Lamprière,
Véronique Rioufol, Françoise Toutain, Vincent Truelle,
Lora Verheecke, Laurence Veyne
Imprimé par Veoprint – papier PEFC

septembre 2013

Photo de droite : Inde © Rajendra Shaw/Oxfam
Photo dernière de couverture : France © Delphine Bedel / Oxfam France





OXFAM
France





OXFAM FRANCE

104 rue Oberkampf - 75011 Paris

Tél. : 01 56 98 24 45

info@oxfamfrance.org

 [@oxfamfrance](https://twitter.com/oxfamfrance)

 [Oxfam-France](https://www.facebook.com/Oxfam-France)

www.oxfamfrance.org